



Le siège de Kobané et le point de vue de la Turquie

Depuis le début du mois de septembre, les djihadistes de Daesh ont lancé une offensive d'envergure contre la ville kurde de Kobané. Située au nord de la Syrie, à moins d'un kilomètre de la frontière avec la Turquie, la ville capte les regards de la communauté internationale. Directement concernée, l'attitude de la Turquie est scrutée attentivement.

Face à Kobané : pourquoi la Turquie « attend » ?

- Malgré Daesh, Ankara voit toujours dans les Kurdes (du moins le PKK et ses alliés) la principale menace à sa sécurité intérieure, d'où une réticence structurelle à intervenir militairement pour « sauver Kobané ».



- Pour qu'une intervention terrestre turque ait lieu, le gouvernement impose des conditions délibérément trop exigeantes, comme l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie. Ces exigences permettent toutefois à Ankara d'imposer son agenda au sein de la coalition (La France soutient ainsi la création d'une zone tampon).

- Jusqu'à présent, la Turquie voit les islamistes de Daesh, qui affrontent les Kurdes et le régime syrien, comme des « alliés objectifs ». En outre, une intervention armée contre les djihadistes conduirait ces derniers à se retourner contre la Turquie, où ils sont déjà solidement implantés.

Face à des équilibres complexes, Ankara privilégie ses intérêts immédiats

- Barack Obama demeure très attaché à préserver la cohésion de la coalition. Membre de l'OTAN, la Turquie conserve une position importante et se voit donc ménagée par les Occidentaux (en témoignent les excuses publiques de Joe Biden, après avoir accusé Ankara de proximité avec Daesh).
- La Turquie tente donc d'utiliser le conflit en cours pour défendre ses intérêts à court terme : empêcher la création d'une zone autonome kurde, déstabiliser le régime de Bachar al-Assad et consolider sa position d'acteur incontournable dans la région.

A long terme, un vrai risque de déstabilisation

- Toutefois, cette posture turque pose plus de problèmes à long terme. D'une part, cela pourrait faire échouer les négociations actuelles avec le PKK (historiques après 30 ans de conflit), le poussant ainsi à revenir à l'action armée.
- Ainsi, la Turquie pourrait se « pakistaniser ». Une allusion à l'attitude du Pakistan à l'égard des conflits afghans et à la situation que cela a engendrée dans les zones tribales. A l'instar des Talibans, Daesh passerait du statut « d'ennemi de mon ennemi » à celui de problème majeur pour la sécurité nationale turque.



Pour le moment, les événements en Irak et en Syrie n'ont pas fondamentalement bouleversé l'agenda du gouvernement turc. La position d'attente qu'elle adopte lui permet de dégager une solution avantageuse à court terme, tant sur les plans diplomatiques que stratégiques. Mais prise en étau entre ses alliés occidentaux, les Kurdes et Daesh, Ankara ne dispose finalement que d'une marge de manœuvre réduite. Ses choix pourraient conduire à une déstabilisation durable de la région.